

L'université de masse



Plusieurs enseignants de l'UQAM membres du conseil élargi de l'exécutif syndical: Bertin Trottier, Louis Gill, André Vidricaire, Pierre Labelle, Simone Landry, Gilles Tassé et Lassana Maguiraga.

La Révolution tranquille venait à peine de se clore pour les manuels d'histoire que ses fruits prenaient en peu de temps l'allure d'une nouvelle révolution: les murs des universités éclataient, les enfants du peuple accédaient en masse aux études supérieures.

La première composante de l'Université du Québec voyait le jour à Montréal en 1969 sous le nom officieux — puis ironique — d'«université populaire». Peu importe l'appellation, une époque était bel et bien révolue: celle de l'université d'élite, confinée à ses facultés traditionnelles, avec mission de voir à la formation des futurs notables.

Autour de 1970, l'université de masse est devenue un fait.

Cette transformation historique allait entraîner des changements majeurs dans les programmes d'études et dans les conditions de travail des professeurs. L'université se met à enseigner aussi bien la météo que la théologie, le marketing que la sémiologie. Les chargés de cours font une entrée en masse dans les établissements universitaires.

C'est à cette époque que les associations de professeurs deviennent formellement des syndicats et que les premières conventions collectives viennent codifier pour longtemps l'exercice du métier d'enseignant universitaire.

C'est ainsi qu'il y a 25 ans cette année, les professeurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) recevaient leur accréditation syndicale.

Ce cahier spécial est réalisé à l'occasion de cet anniversaire. Il dresse un bilan critique de ces 25 ans de syndicalisme universitaire mais il lance aussi un regard sur l'avenir: où s'en va l'université?

La syndicalisation a permis la participation active des professeurs à la vie universitaire. Mais elle s'est accompagnée, on s'en doute, d'une codification et d'un nivellement de la tâche d'enseignant que les professeurs eux-mêmes critiquent aujourd'hui. L'heure est au bilan mais aussi à la critique et à la recherche de voies pour l'avenir: décroisement des disciplines, revalorisation de l'enseignement, rejet du modèle unique du professeur, recherche d'un nouveau rôle d'intégration du savoir pour l'université.

Autant de sujet de réflexion, de défi, voire d'inquiétude pour le syndicalisme des professeurs d'université.

entre célébration et inquiétude

PHOTO JACQUES GRENIER LE DEVOIR

FQPPU Fédération québécoise des
professeures et professeurs d'université

*La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université
est fière de souligner l'apport du
Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec à Montréal
au développement du syndicalisme universitaire québécois.*

• LE SYNDICALISME UNIVERSITAIRE •

Les 25 ans du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal

Des années folles aux années sages

LOUIS LAFRANCE



PHOTO ARCHIVES

VUE DU CAMPUS de l'Université du Québec à Montréal. C'est à l'UQAM qu'est né le premier syndicat de professeurs d'université. Il a reçu son accréditation officielle le 25 janvier 1971. Il s'agissait d'une première non seulement au Québec mais au Canada: un syndicat affilié à une centrale syndicale (CSN), accrédité pour représenter des professeurs de toutes les disciplines universitaires. L'exemple a ensuite été suivi dans d'autres institutions.

Le bébé a grandi. Cette année, le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec fête son 25^e anniversaire. L'heure est donc au bilan. Le Devoir a demandé à sept personnalités — observateurs, acteurs d'hier ou d'aujourd'hui — de nous brosser, sans complaisance, un tableau sur les grandeurs et misères d'un syndicat dont la réputation a largement dépassé l'enceinte de l'UQAM.

D'Ottawa, Don Savage, de l'Association canadienne des professeurs d'université, se souvient du rôle exemplaire qu'a joué le SPUQ dans le processus de syndicalisation des professeurs du pays. L'air du temps était alors à l'affrontement. Le premier recteur de l'institution, Léo Dorais, se rappelle les années folles où il devait composer avec des syndicalistes qui voulaient abattre la société capitaliste. De 1977 à 1986, le recteur de l'époque, Claude Pichette, voit avec soulagement la fin d'un syndicalisme de combat avec l'abandon de l'idéologie marxiste. Ce sera le début d'une ère de concertation, souligne la vice-rectrice, Céline St-Pierre, elle-même ancienne militante syndicale. Mais à l'évidence, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. La

collégialité à l'UQAM risque de se transformer en vœu pieu si l'administration actuelle poursuit ses attaques contre la démocratie universitaire, soutient la présidente actuelle du SPUQ, Simone Landry.

Impliqué dans la gestion des «coupures» et enlisé dans l'administration de la convention collective, le SPUQ doit lui-même abandonner sa propension à la technocratie, lance le sociologue Stephen Schecter. «Le syndicat doit redevenir un lieu de réflexion collective sur la crise qui menace l'université.» Une idée qui est également chère à Roch Denis, président de la Fédération québécoise des professeurs d'université. Cet ancien président du SPUQ souhaite que son syndicat parvienne à créer une vaste coalition syndicale à l'échelle nationale qui favorisera «le développement d'une pensée critique sur l'évolution actuelle de l'université». Retour à l'action politique.

Manifestement, l'avenir s'annonce difficile: le SPUQ parviendra-t-il à maintenir le cap sur ses objectifs dans les eaux tumultueuses de la crise des finances publiques?

Don Savage, secrétaire général de l'Association canadienne des professeurs d'université

Ils ont donné l'exemple

La barrière des deux solitudes n'a pas empêché les professeurs des universités anglophones de ressentir la formidable secousse provoquée par la naissance du SPUQ.

«C'était le premier syndicat des professeurs universitaires [affilié à une centrale syndicale], et ça, c'est capital», souligne Don Savage, secrétaire général de l'Association canadienne des professeurs d'université. «Avant la naissance du SPUQ, la majorité des professeurs soutenaient qu'il était impossible de se syndiquer.»

Le SPUQ a en quelque sorte servi de catalyseur à une insatisfaction des professeurs canadiens envers le règne de l'arbitraire qui sévissait dans les institutions. «Dans les petites universités, les recteurs se comportaient souvent

en petits monarques», relate M. Savage.

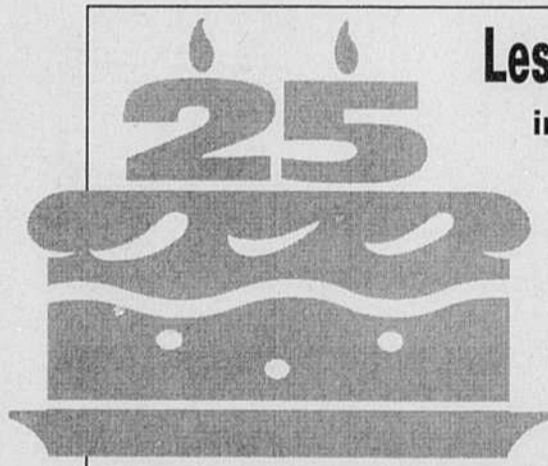
Si légèrement plus de la moitié des professeurs universitaires des provinces anglophones emboîteront le pas au SPUQ en se syndiquant, très peu adopteront le discours radical du SPUQ. «Les autres syndicats de professeurs sont plus conservateurs», constate-t-il. La possibilité de s'allier avec la classe ouvrière pour l'édification d'une société socialiste n'a jamais fait partie du programme. «La question des salaires, de la permanence et du volet académique sont les principales préoccupations des syndicats des professeurs [à l'extérieur du Québec]», précise M. Savage. À ses yeux, il n'y a aucun doute: «Le SPUQ est le syndicat le plus militant.»

APEP

Association des Professeurs de l'École Polytechnique de Montréal

Association fondée en 1963

À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
LA **QUALITÉ**
PASSE PAR LES
PROFESSEURS



Les caisses d'économie Desjardins

implantées dans le milieu de l'éducation sont heureuses de souligner les 25 années de syndicalisme universitaire et le quart de siècle du SPUQ (Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Montréal).



Les caisses d'économie Desjardins
Une force en éducation

Bravo!
Nous sommes fiers de souligner
le 25^e anniversaire du SPUQ.

Samson Bélair
Deloitte &
Touche

Comptables agréés et conseillers en management

À TROIS-RIVIÈRES

LE SYNDICALISME UNIVERSITAIRE FÊTE

AUSSI SES 25 ANS



Syndicat des professeurs
et des professeurs
Université du Québec à Trois-Rivières



• LE SYNDICALISME UNIVERSITAIRE •

Simone Landry, présidente du SPUQ

La démocratie universitaire en péril



PHOTO JACQUES GRENIER

N'allez pas signifier à Simone Landry, présidente du SPUQ, que son syndicat possède un pouvoir qui paralyse l'administration de l'UQAM. Au contraire, elle vous démontrera comment les attaques successives des directions de l'UQAM sapent la démocratie universitaire. «Avec la gestion des compressions, le rétablissement de la démocratie universitaire constitue la priorité du SPUQ», déclare la syndicaliste.

Pourtant, depuis la victoire syndicale de 1976, on croyait bien que la division des pouvoirs à l'UQAM était chose réglée. Sans remettre officiellement en cause les acquis syndicaux, les dirigeants de l'UQAM ont lentement grugé les pouvoirs des professeurs au moyen

de quatre stratégies, explique Mme Landry. Elle cite: la bureaucratisation décourageant la participation à la gestion, la solidarité de type ministériel de la direction qui limite les débats, la prise de décision dans des lieux informels et, finalement, une interprétation étroite des responsabilités dévolues aux professeurs. «Ces stratégies ont pour but de nous contourner», déplore amèrement la syndicaliste.

Malgré ce manque de transparence de ses patrons, Simone Landry persiste à croire: la seule voie d'avenir demeure la discussion avec l'administration. Face à la gravité de la crise des finances publiques, Mme Landry insiste: «Les professeurs doivent être responsables.»

Stephen Schecter, sociologue

Repenser le syndicalisme

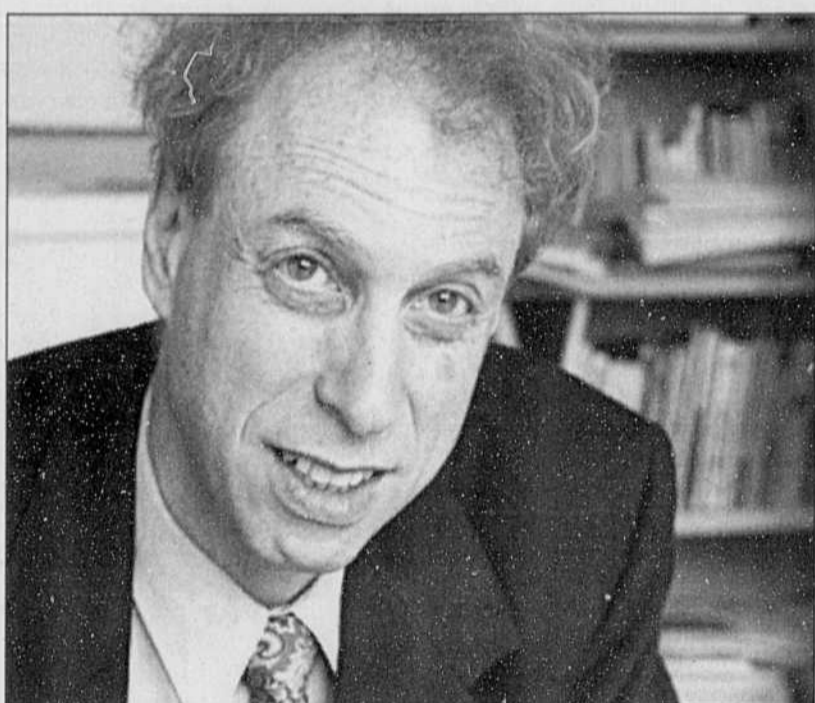


PHOTO JACQUES GRENIER

En cette période de réjouissances syndicales, le sociologue Stephen Schecter ne se gêne pas pour jouer les trouble-fêtes. Il brosse un bilan mitigé des 25 années d'existence du SPUQ. «Oui, d'un côté, nous avons besoin d'un syndicat qui défend ses membres, mais par ailleurs notre syndicat dénonce le virage technocratique de l'université alors qu'il participe de plain-pied à cette mentalité», dénonce l'intellectuel dont l'ambition est de devenir le prochain recteur de l'UQAM.

«Il n'y a pas de vision d'ensemble, déplore-t-il. Tout est ramené au niveau de la petite gestion.» Il donne en exemple la question de l'évaluation des professeurs. Plutôt que de s'opposer à une administration qui devient de plus en plus tatillonne, le SPUQ cherche plutôt à baliser les limites de l'exercice. «Au lieu d'une

évaluation annuelle, on devrait simplement allonger la période de probation des nouveaux professeurs et, je ne sais pas, évaluer les professeurs à tous les dix ans.»

Le professeur Schecter cite ainsi une série d'incidents où les dirigeants du SPUQ réduisent des problématiques à de simples problèmes de relations de travail qui prennent, pourtant, des années à se régler. «C'est comme avec les compressions. On nous demande d'être raisonnables, mais il y a des moments où il faut dire non», affirme M. Schecter.

«La langue de bois de mon syndicat m'exaspère, soupire-t-il. J'ai hâte qu'on définisse l'université. On pourra alors discuter des exigences des études universitaires sans se faire accuser de nier le caractère démocratique de l'UQAM», espère-t-il.

Roch Denis, président de la Fédération québécoise des professeurs d'université

Le vrai défi: réfléchir

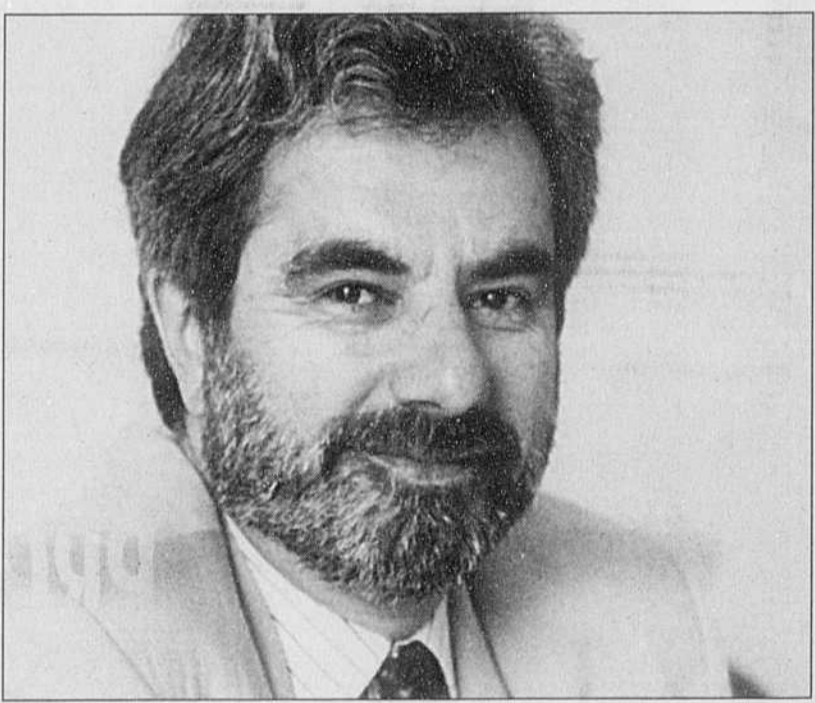


PHOTO ARCHIVES

De sa chaise de président de la Fédération québécoise des professeurs d'université et en tant qu'ancien président du SPUQ, Roch Denis occupe une position privilégiée pour remettre en question l'action syndicale.

Avec un brin de nostalgie, le professeur de politique se rappelle la première décennie houleuse de l'UQAM, une époque où les professeurs débattaient de la définition et du rôle de l'université. À la suite du repli sur des enjeux locaux lors des années 80, M. Denis sent que l'heure des remises en question approche: «Mon espoir, c'est que le SPUQ et les autres syndicats universitaires délaissent l'action locale. De plus en plus, les enjeux demandent une résolution à l'échelle nationale.» Ne mentionnons que la vision «entrepreneuriale» qui mine

l'institution universitaire, le financement public, la dépendance des professeurs aux diktats des organismes subventionnaires, la dévalorisation de l'enseignement au profit de la recherche, et ainsi de suite.

«Il faut que les syndicats deviennent un lieu où s'élabore une pensée critique», insiste Roch Denis. Et pour illustrer son propos, ce dernier montre du doigt «la propension à la judiciarisation des relations de travail». Le politologue se méfie de la tendance actuelle qui consiste à faire appel, trop facilement, à «un arbitre pour décider de ce que sera l'université». «Au lieu d'appeler un avocat, les professeurs devraient se réunir pour discuter des enjeux», souhaite le professeur. Il faut que le SPUQ soit plus qu'une «simple police d'assurances».

Depuis 25 ans,
les 1800 professeures
et professeurs
qui ont enseigné
à l'Université du Québec
à Montréal
ont maintenu
un lien solidaire
avec le mouvement
syndical organisé,
avec la CSN.

Aujourd'hui,
les 245 000 membres
de la CSN
les saluent fraternellement.

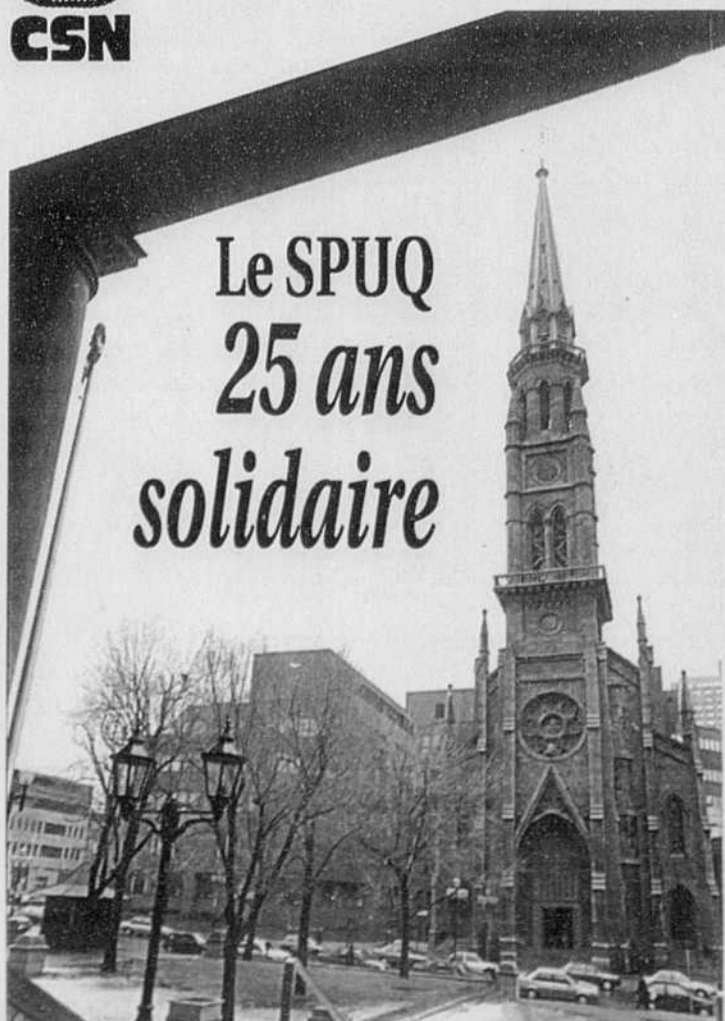


Photo Alain Chagnon — Nouvelles CSN

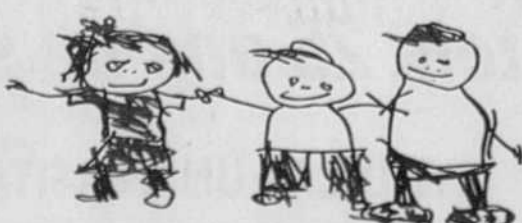
Toutes nos félicitations à l'occasion de
ce 25^e anniversaire.
Nos meilleurs voeux pour l'avenir!



Financière Manuvie

La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers

**ENVOYEZ
DON**
UNE PREUVE D'AMOUR
AUX ENFANTS HANDICAPÉS



**TIMBRES
DE PÂQUES**

1800 263-1969

• LE SYNDICALISME UNIVERSITAIRE •

25 années de hauts et de bas

MARC TISON

Le syndicalisme universitaire est né en même temps que l'Université du Québec à Montréal. L'Association des professeurs de l'Université du Québec (APUQ) a été accréditée par le ministère du Travail — une première canadienne — quelques jours avant que l'UQAM ouvre ses portes, en septembre 1969. Un an plus tard, l'APUQ cède la place au Syndicat des professeurs de l'Université du Québec (SPUQ), affilié à la CSN, qui reçoit son accréditation le 25 janvier 1971.

«C'étaient les lendemains de 68, une époque de participation», se rappelle Louis Gill, vice-président du SPUQ, qui a milité dans le syndicat dès le tout début: «Aujourd'hui, les réunions en soirée sont rares. Déplacer les gens le soir, c'est compliqué. À l'époque, on était continuellement en réunion le soir. Il n'y avait pas de cours le soir mais l'université fonctionnait à plein, tout le temps.»

La première convention collective entre le SPUQ et l'UQAM est conclue le 29 octobre 1971, après neuf mois de négociations et deux semaines et demie de grève. Un moment historique, selon Louis Gill: «La base de notre convention collective actuelle, et la base de toutes les conventions collectives des constituantes de l'Université du Québec, c'est notre convention de 1971.» Il ajoute: «Le fait qu'on se soit consti-

tué en syndicat et qu'on ait négocié une première convention collective a eu une influence sur les autres universités, même si les structures ne sont pas les mêmes.»

Cette convention contient un article particulièrement original qui définit le pouvoir, la composition et le fonctionnement de la Commission des études — l'instance suprême en matière d'orientation pédagogique, d'enseignement et de recherche, instituée par la Loi de l'Université du Québec. L'UQAM ne peut donc pas modifier la Commission des études sans changer unilatéralement la convention collective. «Ce qu'on a voulu indiquer au départ, explique Louis Gill, c'est que l'université, ça ne peut pas être l'université des administrateurs: c'est d'abord, au niveau de son organisation, l'université des professeurs.»

Cette vision n'était pas nécessairement partagée par l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, qui adopte, en juin 1974, un train de mesures visant à transformer son organisation et son fonctionnement. Cet ensemble de politiques sera connu sous le nom de réforme Després, d'après le président de l'UQ, Robert Després, nommé quelques mois plus tôt. La résistance à cette réforme culminera avec la négociation de la troisième convention collective, à l'automne 1976. Le SPUQ, appuyé par les chargés de cours, le syndicat des employés de

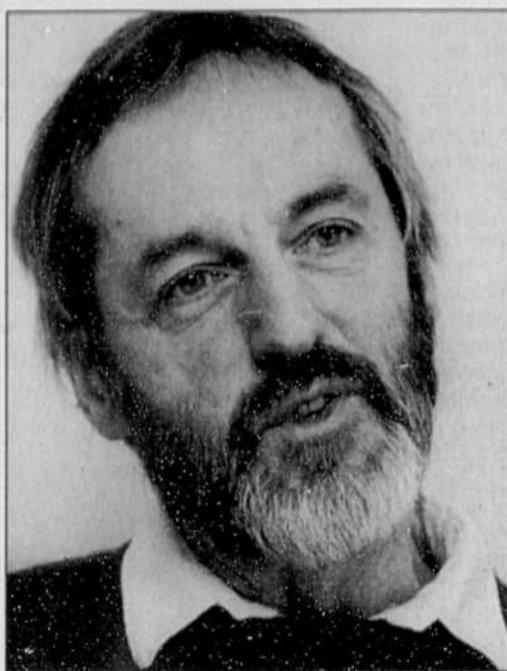


PHOTO JACQUES GRENIER

Louis Gill, vice-président du SPUQ.

soutien et l'association étudiante de l'UQAM, entreprend une grève qui durera quatre mois.

Cette grève sonne le glas de la réforme Després. La nouvelle convention collective maintient les principales clauses touchant à la Commission des études. Elle prévoit en outre l'ouverture de postes afin de réduire progressivement la part d'enseignement donné par les chargés de cours.

Mais les temps changent: «À la fin des années 70, l'UQAM avait fait son plein de grève, raconte Louis Gill. A deux ou trois grèves par année, au bout d'un certain temps, ça devient un peu lourd.» Cette nouvelle tendance se traduit en mai 1979 par l'élection, à la direction du SPUQ, d'une équipe plus modérée et moins «militante», qui restera en poste sept ans.

C'est également en 1979 que le Syndicat des chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ), créé l'année précédente, entreprend une grève de deux mois. Les professeurs permanents sont partagés sur l'appui à accorder à une grève qui perturbe une fois de plus les cours, ce qui entraîne des frictions entre les deux syndicats.

Le SCCUQ avait préféré se constituer en syndicat indépendant du SPUQ. Selon Denis Aubin, vice-président à l'information du SCCUQ, le SPUQ faisait à l'époque bataille pour obtenir les nouveaux postes promis par la convention de 1976 (revendications abandonnées en 1983 dans le contexte des compressions dans

l'Éducation); les chargés de cours craignaient d'être laissés pour compte dans le syndicat des professeurs.

Rassurés sur la pérennité de leur présence à l'UQAM, les chargés de cours ont cherché à être intégrés dans les instances décisionnelles, ce qu'ils ont obtenu dans la convention collective signée en 1990. «Quand on donne plus de la moitié des cours, on ne peut pas rester des marginaux avec attachés-cases», affirme Denis Aubin. Les chargés de cours veulent maintenant obtenir plus d'influence dans les assemblées départementales, où ils n'ont encore qu'un statut d'observateur.

Filiation et affiliations

En 1991, le SPUQ participe à la création de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU), à laquelle il décide d'adhérer. Se pose alors la question de l'affiliation du SPUQ à la CSN, que les autres syndicats de professeurs d'université ont quittée. Pourquoi rester dans une centrale où les professionnels sont très minoritaires? Selon André Vidricaire, trésorier du SPUQ, c'est parce que «nous défendons une vision collective de l'éducation plutôt qu'une vision corporatiste. Nous nous apprenons mutuellement. Ce n'est pas l'expert universitaire qui est à la CSN: c'est sa réalité par rapport à d'autres réalités dans l'éducation».

La question a encore été débattue

en 1995: André Vidricaire a renégo-cié les arrangements pris avec la CSN pour que cette double affiliation ne résulte pas en double cotisation pour ses membres.

Autres temps, autres mœurs

À partir de 1994, le SPUQ contribue à la réduction du déficit budgétaire en consentant diverses mesures, comme le comblement étalé des postes. Il participe également au Comité intersectoriel consultatif sur la situation financière de l'UQAM. Une tendance syndicale progressiste, selon le vice-président Louis Gill, ce qui n'empêche pas le SPUQ de mener «la bataille pour le maintien d'un système accessible et démocratique, pour l'enseignement universitaire, l'enseignement général et les services publics tout court».

La morosité économique a d'autres conséquences: l'embauche de jeunes professeurs se raréfie et ceux-ci ne se ruent pas aux portes du SPUQ pour prendre la relève des vétérans de 70. La course aux subventions et aux publications leur laisse peu de temps ou d'intérêt pour les activités syndicales. Mais André Vidricaire, qui n'a pas perdu ses réflexes de professeur de philosophie, ne leur jette pas la pierre: «On leur a légué nos voies à nous; l'autre génération a peut-être à inventer de nouvelles voies collectives qui reflètent mieux leur réalité.»

FÉLICITATIONS

L'Association des professeurs et professeures de l'université Concordia se joint à ses collègues du SPUQ pour célébrer leur vingt-cinquième anniversaire de syndicalisation et leur offre ses félicitations chaleureuses. Que votre activisme fécond dure et rayonne, contribuant ainsi à sauvegarder la mission universitaire.

Bonne fête!



concordia university faculty association
association des professeurs de l'université concordia

Le SPUQ
a 25 ans!

Le personnel
des Entreprises auxiliaires
de l'UQAM
souhaite un joyeux
25^e anniversaire
aux membres du SPUQ



DISTRIBUQAM

REPROUQAM

Grimoire

Le Bureauphile
Le Quai des Arts

L'UQAM EST FIÈRE DE

LA CONTRIBUTION

DE SES PROFESSEURES

ET PROFESSEURS

À LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

L'UQAM
une force
novatrice

Nous félicitons

le Syndicat des Professeurs et Professeures de l'Université du Québec à Montréal
à l'occasion de son 25^e anniversaire.

S G P U M

SYNDICAT GÉNÉRAL DES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

• LE SYNDICALISME UNIVERSITAIRE •

Quelle université pour demain ?

ROCH CÔTÉ

Jeunes professeurs, à vos marques! L'université de papa commence à craquer et une course à l'imaginaire va bientôt commencer. Objectif: du neuf, de l'inédit, de la souplesse, du saut de barrières.

Sociologue, sorte d'*elder statesman* de la vie universitaire québécoise, Guy Rocher estime que le modèle actuel de l'université est trop rigide, qu'il est devenu dysfonctionnel, trop compartimenté. «Il faudra acquiescer de la souplesse si on veut laisser de la place à l'imaginaire des plus jeunes», affirme-t-il en entrevue. Changer l'université donc, mais n'est-ce pas trop tard?

Dans un livre vitriolique paru l'automne dernier, un autre sociologue, Michel Freitag, assène son diagnostic dans le titre même de l'ouvrage: *Le Naufrage de l'université*. Bienvenue à bord!

Freitag n'y va pas avec le dos de la cuiller: l'université a complètement perdu le sens de sa mission en se laissant absorber dans des recherches utilitaires, «purement opérationnelles et techniciennes». Elle serait devenue, aux yeux de l'auteur, un rouage parmi les autres rouages de contrôle technique de la société. Où est donc passée l'historique mission de l'université: le savoir critique, l'autonomie de l'esprit, «le développement de connaissances à portée civilisationnelle», la capacité «d'affronter les grands problèmes qui se posent à l'humanité dans le développement de son rapport global avec le monde»?

En somme, conclut Freitag, l'université a bradé sa traditionnelle vocation humaniste pour le plat de lentilles de la recherche utilitaire et payante. Un radical retour aux sources s'impose, un nettoyage qui verrait l'université se délester de tous les programmes à visée immédiatement pragmatique et utilitaire et se recentrer «sur un projet d'éducation supérieure d'orientation humaniste». Une vraie révolution, quo!

Cette université-là, d'inspiration européenne par opposition au modèle américain, n'est peut-être pas pour tout de suite mais la critique de Freitag est pour l'essentiel partagée par plusieurs de ses collègues: l'université s'est trop laissée absorber par l'univers de la gestion et du contrôle social.

Professeur au département des études littéraires depuis les tout débuts de l'UQAM (1969), Michel van Schendel estime que la fondation de l'UQAM avait entre autres pour objectif de réorienter l'ensemble du réseau universitaire québécois dans un sens plus étroitement productiviste: subordonner l'enseignement aux besoins du marché. Selon lui, le corps professoral a longtemps résisté à cette tendance pour finalement se faire rattraper par un autre biais: celui de la recherche subventionnée.

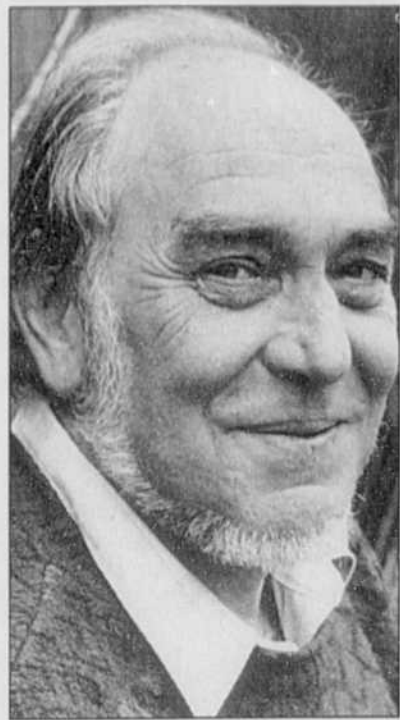


PHOTO ARCHIVES
Michel Freitag, sociologue: l'université a-t-elle fait naufrage?

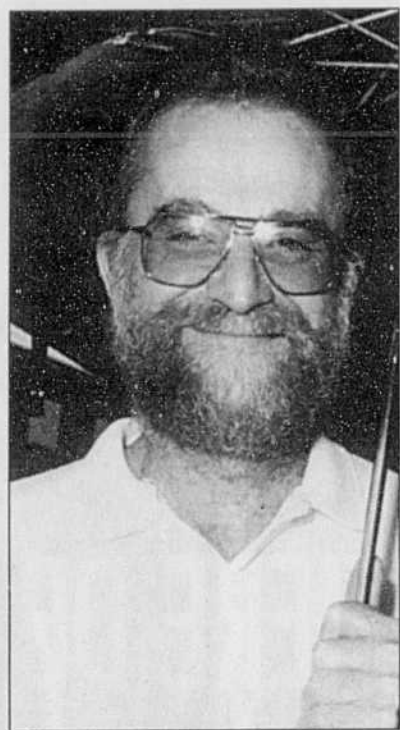


PHOTO ARCHIVES UQAM
Normand Wener, doyen de la faculté des lettres et des sciences humaines à l'Université de Sherbrooke: l'université est loin d'avoir le monopole du savoir.

«Des professeurs risquent de se retrouver fragilisés par les subventions [...]. Plus ils tombent dans ce panneau, plus ils sont dépendants et moins ils sont autonomes.»

La liberté, l'autonomie de l'esprit et de la recherche, toutes valeurs que l'on croyait coulées dans le béton des murs de l'université, ne vont plus nécessairement de soi.

«Cela devient assez grave», estime Guy Rocher. «On est à la porte d'une situation qui risque d'être très dangereuse pour la vie de l'université, pour son intégrité, sa crédibilité intellectuelle. Dans la mesure où les recherches seront subventionnées par des intérêts qui sont derrière ça, on pourra toujours remettre en question la crédibilité de nos recherches.»

Les signaux sont donc au rouge sur cet aspect de la vie universitaire. L'université de demain devra trouver un nouvel équilibre entre la sauvegarde de sa liberté intellectuelle, l'aménagement des sources publiques de financement et l'attrait du modèle entrepreneurial.

Décloisonner

Mais tous les signaux ne sont pas au rouge. Dans la recherche de ce nouvel équilibre, un feu vert apparaît au lointain: la revalorisation de l'enseignement et le décloisonnement des disciplines.

Tous sont d'accord. L'université s'est rigidifiée. Départements, définitions de tâches, modèle unique pour tous, la vie de l'universitaire s'est petit à petit enfermée dans des carcans. Le tout coulé dans des conventions collectives et des règles administratives qui paraissent immuables.

Pour Guy Rocher, il y a une contradiction dans la structure même de l'université. D'un côté, professeurs, étudiants et programmes fonctionnent dans des structures disciplinaires bien cloisonnées alors que la recherche proprement universitaire exige de plus en plus de faire éclater les frontières des disciplines.

Ceux qui accèdent aujourd'hui à l'enseignement universitaire sont déjà amenés à croiser les disciplines: le sociologue pourra devoir toucher au droit, à l'économie, à la philosophie, à la biologie...

«Le cocon disciplinaire, renchérit Michel van Schendel, incite au ronronnement, à la simple répétition et à l'indépendance de l'inquiétude salvatrice.» Et de citer la création du doctorat en sémiotique, un programme «englobant» et par nature multidisciplinaire.

Décloisonner, dites-vous? Mais c'est déjà insuffisant, estime Normand Wener, un ancien de l'UQAM devenu doyen de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke. «Le professeur sera de moins en moins un diffuseur de connaissances et de plus en plus un mentor.»

Wener part d'une constatation: la connaissance ne circule pas seulement entre les murs des institutions, elle est partout. «Les modes classiques de transmission des connaissances ont éclaté. Les universités ont perdu leur rôle de diffuseur unique de connaissances spécialisées aux mains de documents audio-visuels, de nombreuses revues de vulgarisation, de l'inforoute et de plusieurs firmes d'experts-conseils. Devant ces phénomènes, pour conserver son identité et sa cohérence, l'université, devenue institution de masse, a multiplié ses règles bureaucratiques pour contrôler les programmes d'études, les cours et la tâche de ses professeurs. Réaction funeste qui a accéléré l'enlèvement.»

Les contrôles sont même rendus si nombreux et tatillonnés, dit Guy Rocher, qu'on «va bientôt s'ennuyer de l'université confessionnelle. Je dis cela sérieusement... J'ai connu l'uni-

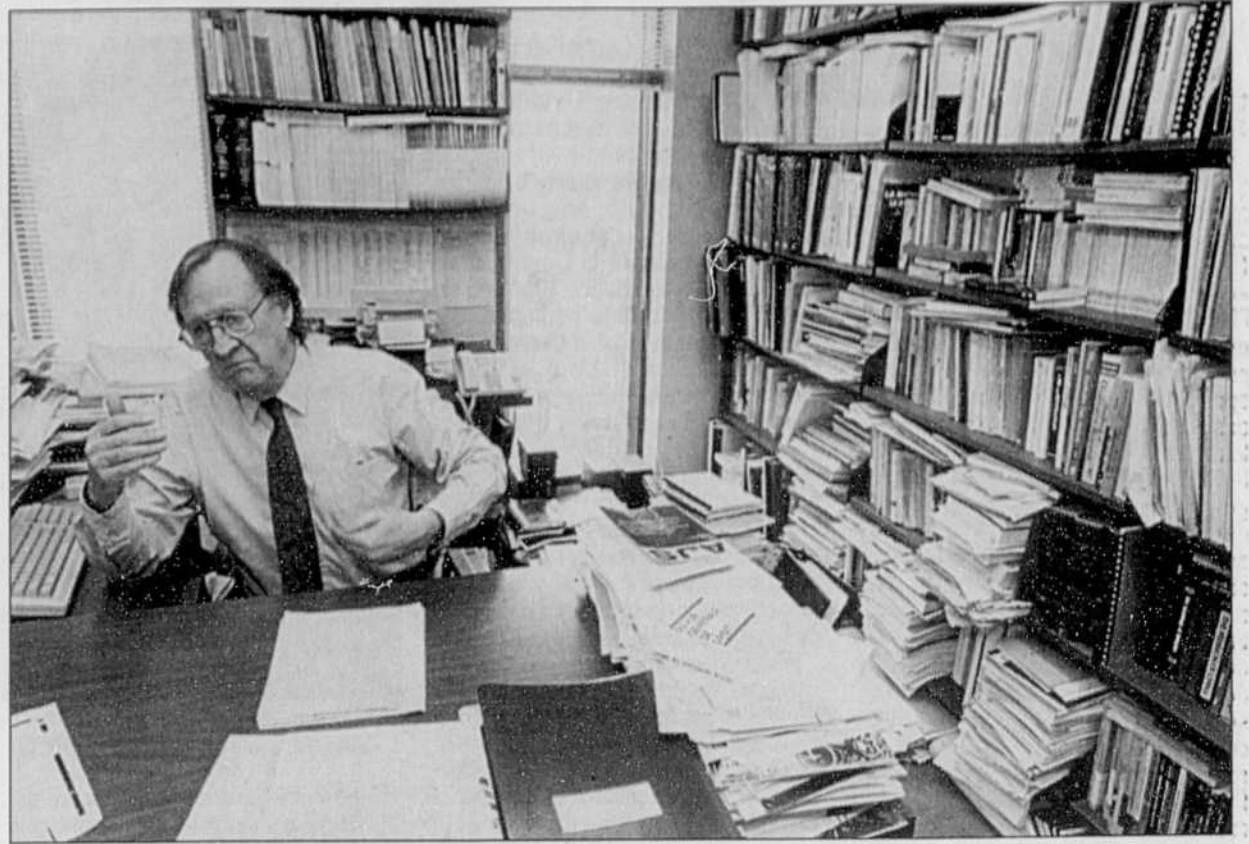


PHOTO JACQUES NADEAU
Guy Rocher, sociologue, dans son bureau de l'université de Montréal: l'université a un urgent besoin de souplesse.

versité confessionnelle. Il y avait très peu de contrôles sur notre enseignement. On est bien plus contrôlé par l'Etat et les organismes subventionnaires qu'on ne l'a jamais été par l'Église catholique... La vie universitaire est fondée sur la confiance. Là, ce qui est en train de s'installer, c'est un régime de méfiance...»

Pour les gestionnaires, poursuit Guy Rocher, «la liberté est souvent interprétée comme un laxisme».

Le souffle de la liberté, il faudra qu'il soit assez fort pour inspirer ces nouveaux professeurs et le type d'institution qu'entrevoyait Normand Wener: éclatement des cadres traditionnels, des cours, des tâches, voire des conventions collectives.

Wener propose que l'université confie à un département ou une faculté une «tâche collective» à l'intérieur de laquelle chaque professeur, voire chaque personne, définira ses propres responsabilités. La question sera: quelle est la meilleure personne pour remplir telle tâche spécifique? Il pourrait s'agir d'un professeur, d'un chargé de cours, d'un professionnel, voire d'un secrétaire. Les professeurs ne se verraient plus imposer un modèle unique: un tel pourrait être surtout enseignant, tel autre chercheur, tel autre encore se consacrerait à la formation professionnelle, tel autre à la réflexion critique, etc.

Finir le modèle unique du professeur, fini aussi le cadre fixe du cours. S'il est surtout enseignant, le professeur développera avec ses étudiants une «relation pédagogique personnalisée», un rôle de guide et d'intégrateur critique dans un monde où les connaissances circulent dans une multitude de canaux. L'Etat pourrait cesser de financer les universités selon la quantité d'étudiants qu'elles auront réussi à entasser dans les salles de cours.

Vision utopique? Peut-être bien. Mais on s'entend en général pour dire que le modèle universitaire mis en place depuis 25 ans est en crise. Pour en sortir, il faudra bien quelques idées nouvelles, voire quelques utopies.

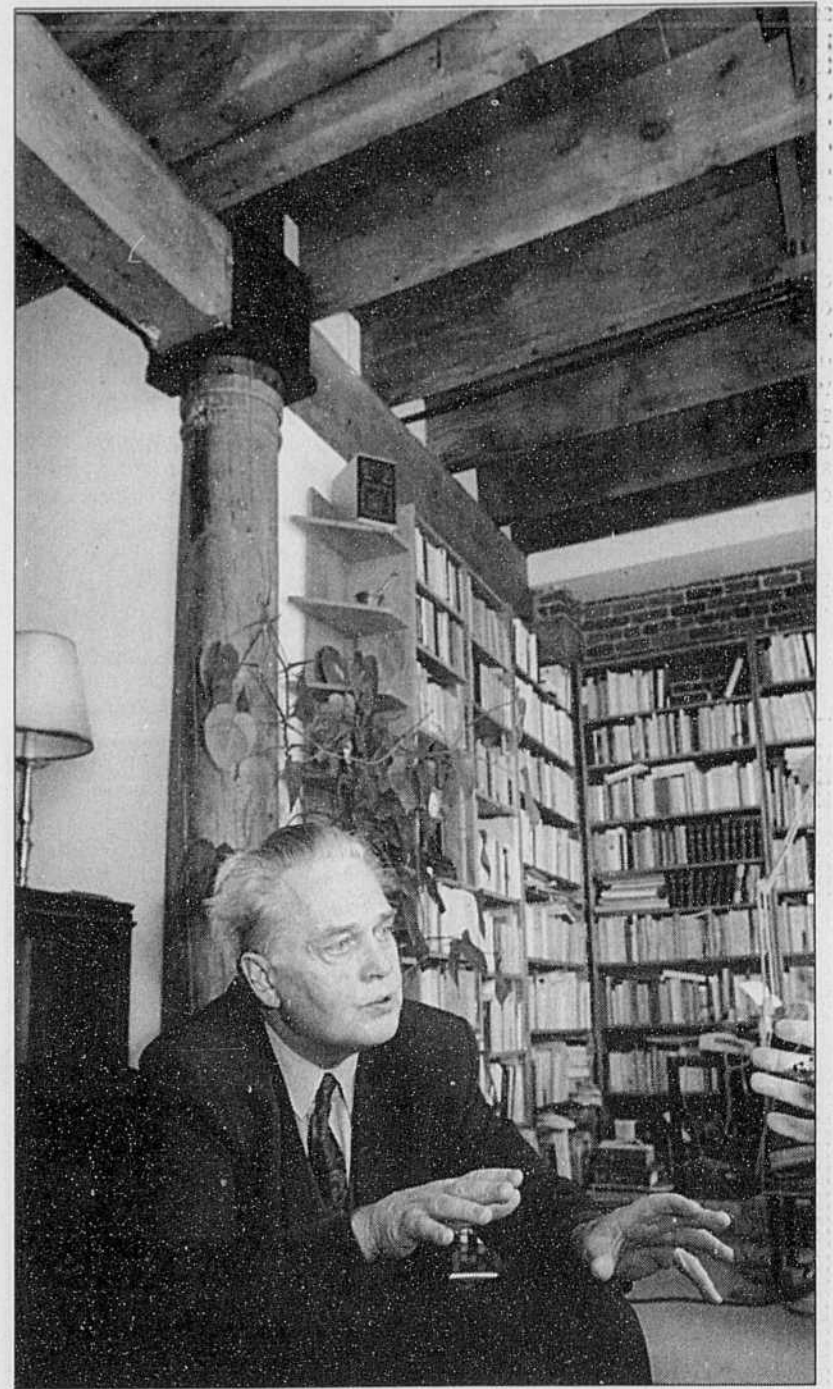


PHOTO JACQUES GRENIER
Michel van Schendel, au milieu de ses livres, dans son appartement du Vieux-Montréal: le cocon disciplinaire incite au ronronnement.



SYNDICAT
DES PROFESSEURS
ET PROFESSEURES
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE

À l'occasion de ce 25^e anniversaire,

le SPUQAT est fier de rendre

hommage au SPUQ et désire

souligner son excellente

contribution.

La voie de la réussite

Nous sommes conscients que tous les chemins s'ouvrent devant les personnes qui travaillent avec acharnement, qui persévèrent en dépit de la conjoncture et qui gardent l'œil grand ouvert sur leur lendemain...

Grâce à nos produits et services, nous sommes heureux de collaborer au cheminement de la formation universitaire en fournissant des outils de haute technologie destinés à faciliter la tâche de ceux et celles qui préparent l'avenir.



MICRO-BOUTIQUE UNIVERSITAIRE
(une division de Micro-Boutique)
Université du Québec à Montréal

Concessionnaire autorisé

Local AM-920, 400, St-Catherine est, Montréal H3C 3P8 • Tél: 987-3149



Roger Colas Traiteur inc.
395, rue Beaumont
Montréal H3N 1T5
Tél.: (514) 271-1777
Fax: (514) 271-1839

«Hâtons-nous de succomber à la tentation, avant qu'elle ne s'éloigne»

ÉPIPURE

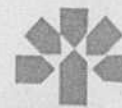


«Félicitations pour ces 25 ans d'existence»

CAISSE D'ÉCONOMIE DES SYNDICATS NATIONAUX



L'Association des professeurs et professeures
de l'université McGill offre ses félicitations chaleureuses
à ses collègues du SPUQ.



PLACEMENTS
LA LAURENTIENNE
(ASSURANCES) INC.

Pour mieux planifier votre sécurité financière
(retraite, dettes, placements, protection, patrimoine...)

Programme agréé avec S.P.U.Q.

Tél.: (514) 392-0242 pour information

Filiale de l'Assurance-vie Desjardins-Laurentienne

LE SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

SPPUQAR

Sans vos efforts militants,
le syndicalisme universitaire n'aurait pas pu devenir ce qu'il est.

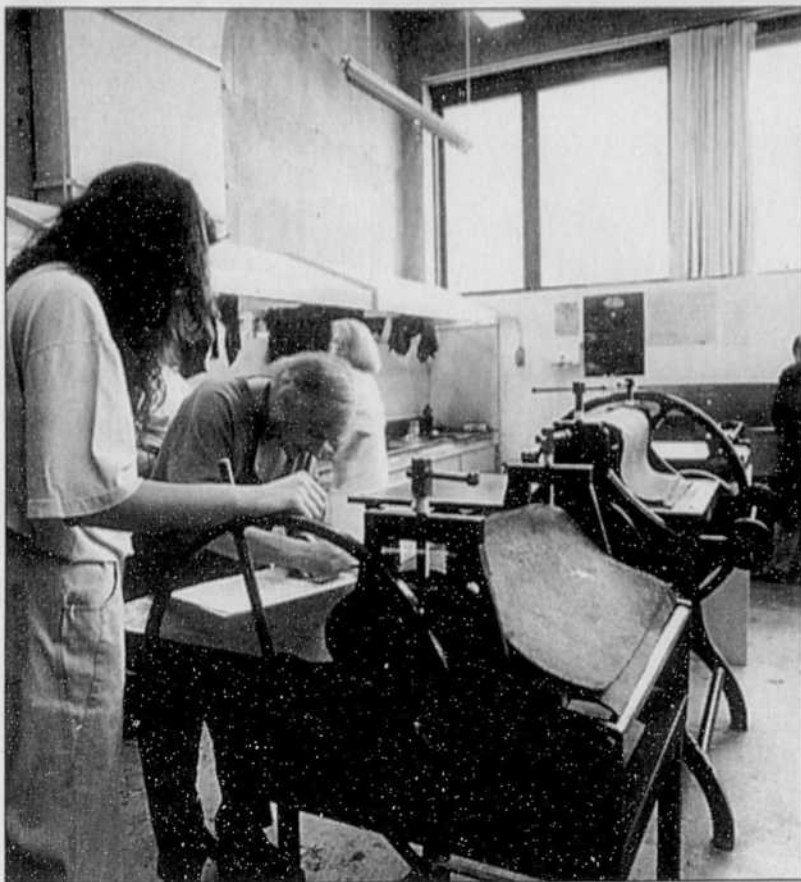
MERCI ET BON 25^e ANNIVERSAIRE

• LE SYNDICALISME UNIVERSITAIRE •

L'art complexe de former... des artistes

ROSE MARIE ARBOUR
PROFESSEURE AU
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
DE L'ART, UQAM

Depuis l'ouverture de l'UQAM en 1969, l'histoire n'a pas été la même pour chacune des disciplines qui ont concouru à la formation des programmes de premier cycle (sept programmes) et de deuxième cycle (cinq programmes) au secteur des arts. À l'origine, la mission de l'UQAM accordait la priorité à la formation d'enseignants. Cette mission justifiait alors l'intégration des écoles spécialisées en arts visuels (École des beaux-arts) et en musique (École de musique de l'Institut Marguerite-Bourgeoys) ainsi que celle des programmes en art dramatique et en danse. Par ailleurs, le secteur des arts mit sur pied des programmes disciplinaires à l'intention des historiens et théoriciens de l'art et les programmes en design graphique et en design de l'environnement furent des rejetons des beaux-arts dont ils se sont rapidement détachés au cours des années 70. En plus de former des enseignants en arts, l'UQAM forme des artistes et des créateurs, des praticiens et des théoriciens.



À gauche:
atelier
d'estampe
avec le chargé
de cours
Antoine Pench.



À droite:
classe de
musique
d'ensemble
avec le
professeur
Martin Foster.

ARCHIVES UQAM

L'enseignement des arts à l'université

Double est donc la responsabilité actuelle de l'UQAM face aux arts et plus généralement face aux créateurs. Le secteur des lettres et des communications forme des créateurs dans son domaine. Au secteur des arts, comme dans toute formation universitaire, celle de praticiens et de théoriciens en arts favorise une distanciation critique face aux différentes pratiques professionnelles et disciplinaires auxquelles les étudiants se destinent. La formation des étudiants tend à la polyvalence et, dans plusieurs programmes, créateurs, critiques, gestionnaires et enseignants se croisent. La polyvalence dans la formation des étudiants en arts contribue d'ailleurs à différencier cette formation de celle propre aux conservatoires et aux écoles professionnelles avec lesquelles on ne peut manquer de la comparer à l'occasion.

Pour répondre par ailleurs aux exigences professionnelles qui se-

ront celles de nombre de ces étudiants appelés à devenir des artistes et des créateurs – pensons entre autres à ceux des arts de la scène –, une bonne connaissance des modalités et mécanismes de diffusion est essentielle dans leur formation. Le rapport au public l'est autant. Le secteur des arts a donc développé un lien direct avec le monde extérieur (le public) et le monde professionnel. La production et la diffusion d'œuvres déterminent en effet les modalités de plusieurs programmes d'enseignement au secteur des arts. Ce lien présuppose des apprentissages qui rendent les étudiants capables d'intervenir dans des champs connexes et quelquefois passablement éloignés du champ de leur spécialité. Les implications pratiques et conceptuelles de cette polyvalence affectent et enrichissent la formation: la production artistique est trop souvent perçue de l'extérieur comme le fruit d'une pratique disciplinaire fermée, alors que la production en arts est,

surtout pour les arts de la scène, liée à des implications et des contingences propres à la diffusion. Fidèle aux recommandations du rapport Rioux¹ qui, à la fin des années 60, envisageait, suivant en cela le modèle américain, la création de campus des arts au sein de l'université, l'UQAM, dès sa fondation et dans son évolution ultérieure, a donc fait passer les arts d'un enseignement professionnel habituellement dévolu aux écoles spécialisées à une formation de type universitaire.

La recherche-création en arts

La formation universitaire en arts a entraîné un questionnement quant à la parité entre recherche scientifique et création artistique. Au cours des années 70 et 80 se sont déroulés plusieurs débats et discussions entre les professeurs, le décanat des études avancées et de la recherche et le Syndicat des professeurs pour en arriver à la reconnaissance institutionnelle de la création comme recherche. Le profes-

seur d'art est un enseignant, il est aussi un chercheur et sa recherche se formalise et se vérifie dans sa production. Il s'agissait donc de considérer, dans la tâche professorale, la production artistique comme équivalent de la recherche et de la création. Néanmoins, il y a et il y aura toujours une tension entre la notion traditionnelle d'enseignement et de recherche à l'université et l'enseignement et la recherche-création en arts: en effet, comment ajuster l'organisation des régimes d'études propres à l'enseignement des arts et un type d'enseignement universitaire habituellement calqué sur celui des sciences humaines et de la création? Quel est le rapport entre théorie et pratique artistiques?

Avec ses programmes d'études en arts mais aussi en lettres et en communications (dont il n'a pas été question directement ici), l'UQAM est devenue le pivot central au Québec de la formation d'étudiants qui seront des artistes et des créateurs

en diverses disciplines. Comme nous l'avons écrit plus haut, les différents programmes de formation en arts s'éloignent des schémas classiques dont le modèle est en sciences humaines mais aussi en sciences. Les processus d'apprentissage en arts exigent des lieux spécialisés et, au cours des années, les différents programmes et disciplines du secteur des arts se sont logés dans des pavillons faits sur mesure: l'Agora de la danse, le pavillon de musique, le pavillon de design en sont les exemples frappants. De même, les lieux de diffusion ont été reconnus: la galerie de l'UQAM, le Centre de design, la salle Pierre-Mercure, l'Agora de la danse, les salles Athanase-David et Alfred-Laliberté sont utilisés d'une façon plus ou moins exclusive selon les cas pour les productions des étudiants et des professeurs. La diffusion de productions d'artistes, de créateurs et de théoriciens en arts, dont les muséologues, a entraîné des contingences et nécessités par-

ticulières dans la tâche des professeurs, le cheminement des étudiants et l'organisation des tâches pour le personnel de soutien. Dans cette évolution riche et complexe, rien n'aurait été possible sans une approche flexible de la tâche professorale dans le secteur des arts. Sensible aux défis particuliers du secteur, la définition s'en est enrichie progressivement de toutes les finalités de l'enseignement, de la recherche et du service à la collectivité. Enfin, rappelons qu'un campus des arts au sein de l'université faisait partie de la vision élaborée dans le rapport Rioux qui envisageait pour tous les étudiants de pouvoir être en contact avec des productions artistiques et de profiter d'un climat stimulant dans un contexte universitaire élargi.

1- Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec, 1968.

Fédération des professionnelles et des professionnels salarié(e)s et des cadres du Québec (FPPSCQ-CSN)

- En faveur d'une politique d'éducation permanente
- En faveur d'intégrer à la mission des universités la mission de la formation continue.

Le Syndicat des professionnelles et professionnels des affaires sociales du Québec - Le Syndicat des professionnelles et professionnels des services sociaux de Québec - Le Syndicat des professionnelles et professionnels des services sociaux de l'Outaouais - Le Syndicat des professionnelles et professionnels du C.L.S.C. Limoilou - Le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal - Le Syndicat des employé(e)s professionnel(le)s de l'Université Concordia - Le Syndicat des employé(e)s de la Commission des Droits de la Personne - Le Syndicat des avocat(e)s de l'aide juridique de Montréal - Le Syndicat des avocat(e)s de l'aide juridique Laurentide-Lanaudière - Le Syndicat des avocat(e)s et des avocates de l'aide juridique Bas St-Laurent/Gaspésie - Le Syndicat des avocat(e)s du centre communautaire juridique de Pointe St-Charles/Petite Bourgogne - Le Syndicat des travailleuses et travailleurs de la C.D.E.C. Ahuntsic-Cartierville - Le Syndicat des travailleuses et travailleurs de la C.D.E.C. Centre-Sud/Plateau Mont-Royal - Le Syndicat des travailleuses et travailleurs du groupe de consultation - Le Syndicat des professionnelles et professionnels du S.E.M.O. Chaudière-Appalaches - Le Syndicat des professionnels et professionnelles de la Ville de Mont-Laurier - Le Syndicat des travailleuses(eurs) de l'intégration à l'emploi - Le Syndicat professionnel des Homéopathes du Québec - Le syndicat professionnel des Acupuncteurs et Acupunctrices du Québec - Le Syndicat des infirmières et infirmiers en pratique privée du Québec - L'Association des diplômés en naturopathie du Québec - Le Syndicat des professionnels de la R.I.O. - Le Syndicat des employé(e)s cadres de la Caisse Populaire des Syndicats Nationaux de Montréal

rendent hommage au Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ), affilié à la FPPSCQ-CSN



LE SYNDICAT DES PROFESSEURS
ET PROFESSEURES
DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval affirme sa solidarité avec le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal qui célèbre son 25^e anniversaire.

• LE SYNDICALISME UNIVERSITAIRE •

Interview de Georges Leroux, professeur de philosophie

Il faut redonner sa juste place à l'enseignement

CHRISTIANE DUPONT

Quitte à risquer sa réputation de chercheur, Georges Leroux veut redonner sa juste place à l'enseignement. Professeur au département de philosophie à l'UQAM depuis 1969, Georges Leroux a eu longuement l'occasion de réfléchir et d'écrire sur la tâche des professeurs d'université et sur les problèmes de décrochage étudiant en milieu universitaire.

Tout en s'interrogeant sur le pourcentage de recherche véritable effectuée par ses collègues du milieu universitaire, Georges Leroux croit qu'à l'heure actuelle on incite le corps enseignant à faire de la recherche au détriment de l'enseignement et de la formation des étudiants, la recherche étant considérée par plusieurs comme une activité plus lucrative pour l'université, plus gratifiante pour les professeurs. Selon lui, si la mission fondamentale des professeurs demeure marginalisée, comme elle l'est en ce moment, l'université s'acheminera vers une situation de crise dont personne ne peut prévoir l'issue.

Dans un ouvrage qu'il signe avec d'autres collègues*, Georges Leroux fait une analyse des tensions et des défis de la tâche d'enseignant qu'il considère en mutation. Il répond ici aux questions du *Devoir*.

■ Comment voyez-vous la structure actuelle de la tâche professorale à l'université?

□ La tâche de l'enseignant universitaire comprend l'enseignement et la formation — incluant l'encadrement —, la recherche et les services à la collectivité. À l'heure actuelle, c'est surtout la recherche qui est valorisée dans nos universités. Dans les faits, en 1996, la structure actuelle de la tâche des enseignants universitaires est devenue une situation problématique car elle est loin d'être équilibrée pour la majorité d'entre nous. Chaque année, la majorité des professeurs ont tendance à accroître davantage la portion «recherche» de leur tâche, au détriment du temps consacré à la formation des étudiants. La tâche d'enseignant ne comprend pas que les heures de cours donnés aux étudiants mais inclut aussi l'encadrement aux étudiants, la préparation de nouveaux cours et la réflexion sur l'enseignement en général. Dans certains cas, l'enseignement est réduit à une portion congrue qu'on peut évaluer à 20 %. La partie «services à la collectivité» comprend toutes les activités de services à la communauté universitaire, en excluant ce qui est l'objet d'une rémunération à l'extérieur, et, dans les faits, constitue environ 10 % de la tâche des professeurs, lorsqu'elle en fait partie. Ce sont des tâches destinées à aider la communauté ou l'établissement universitaire, la gestion de comités, d'organismes de soutien financier et d'autres tâches administratives, qui ne sont pas nécessairement valorisantes mais combien nécessaires. À l'UQAM, cette composante est plus importante que dans d'autres établissements à cause du mandat propre à l'université. Certains de nos professeurs, particulièrement en travail social, en droit, en sociologie et en sciences politiques, travaillent notamment en étroite collaboration avec les centrales syndicales sur toutes sortes de questions.

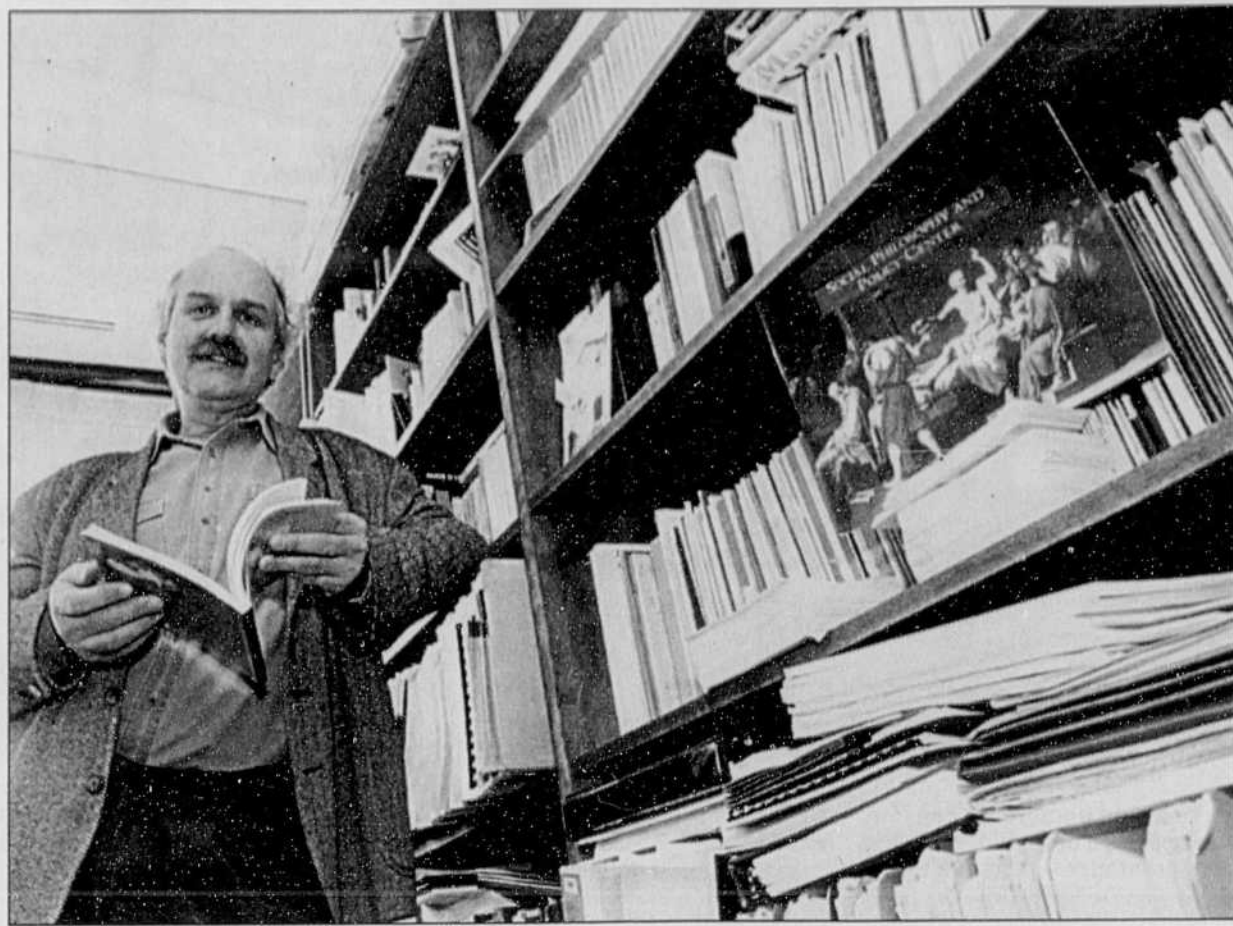
■ Sur quelles études peut-on s'appuyer pour constater la situation actuelle que vous dénoncez, à savoir le déséquilibre entre la tâche des professeurs d'université telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être?

□ Aucune analyse récente ne permet de préciser le rôle que joue l'enseignement dans la vie des professeurs d'université, le degré de satisfaction qu'ils en tirent, la valorisation relative à la recherche. Nous ne pouvons que considérer les faits: le plus possible, ils se retirent de l'enseignement, cherchant toutes les occasions possibles d'allègement et de dégrèvement. Chaque département doit forcer ses professeurs à accepter des tâches d'enseignement dans les cours de premier cycle et notamment dans les cours obligatoires. Malgré des diagnostics très sévères portés sur ce délestage de l'enseignement il y a environ dix ans par des avis du Conseil supérieur de l'éducation, la situation ne s'est pas améliorée. La raison en est simple: les pressions vers la recherche sont trop fortes et

ce sont les seules qui sont gratifiantes. La création d'un prix d'excellence de l'enseignement à l'UQAM et dans d'autres universités ne change rien à l'affaire. Les profs délaissent donc en grand nombre leurs tâches d'enseignant au profit de la recherche, avec un enthousiasme qui fait peur.

■ Doit-on abandonner la recherche universitaire pour mieux répondre aux besoins des étudiants?

□ Pas du tout. Aujourd'hui, la recherche connaît un développement exponentiel, et elle est valorisée par tout le monde. Je ne veux pas que l'on croie qu'il faut retourner le balancier. La recherche est essentielle. On peut citer, à titre d'exemples, des quantités de recherches importantes et utiles qui se font sur le sida, les



Georges Leroux, professeur de philosophie, dans son bureau de l'Université du Québec à Montréal: «À l'heure actuelle, c'est surtout la recherche qui est valorisée dans nos universités.»

jeunes, la violence, le suicide, pour ne rien dire de l'importance des recherches fondamentales. J'estime qu'il est temps cependant de revaloriser l'enseignement universitaire en lui donnant les ressources nécessaires. Plusieurs théoriciens pensent que l'université devrait se concentrer dans les tâches d'enseignement et créer des instituts de recherche, qui regrouperaient les chercheurs de calibre, et laisser aux autres professeurs et chargés de cours la responsabilité de l'enseignement. Cette hypothèse me laisse sceptique.

■ Le milieu universitaire ne valorise-t-il pas l'enseignement donné par ses chargés de cours?

□ Dans une université qui tolère qu'une proportion d'environ les deux tiers de ses activités d'enseignement soit confiée à des chargés de cours, sans qu'aucune ressource particulière ne soit mise à leur disposition et sans qu'aucune évaluation efficace ne vienne sanctionner leur contribution à la formation, comment peut-on penser que l'en-

seignement est une composante de la tâche professorale qui mérite reconnaissance et valorisation? Les chargés de cours sont des travailleurs précaires, ayant peu ou pas de racines au sein de l'établissement et peu d'activités d'encadrement prévues pour les étudiants. Leurs conditions de travail mériteraient une analyse séparée. À l'heure actuelle, c'est sur leur dos que les universités — se parle de la nôtre, principalement — se financent! Par ailleurs, non seulement l'enseignement que les chargés de

cours prodigent n'est-il articulé dans l'université sur aucune recherche, mais la collaboration entre le corps professoral régulier et le corps des chargés de cours est presque inexistant quant au projet de formation de l'étudiant.

■ L'avenir s'annonce-t-il sombre pour l'enseignement universitaire?

□ Oui, beaucoup, à cause notamment des compressions budgétaires. Elles vont renforcer la compétition entre les chercheurs. Elles vont augmenter le nombre d'étudiants dans les salles de cours. Elles bloquent déjà le recrutement de nouveaux professeurs. Mais, malgré tout, nous arriverons peut-être, à notre corps défendant, à un point où il redeviendra gratifiant d'enseigner et légitime d'y trouver du plaisir. Si chaque heure passée dans mon bureau à discuter avec un étudiant représente une perte de temps à mon agenda de recherche, l'équilibre de ma tâche est menacé. Cette heure passée à discuter devrait m'apporter une joie et une reconnaissance authentiques, mais en fait, je suis amené à préférer la reconnaissance et le plaisir que j'aurai quand je recevrai les tirés à part de mon prochain article et que je les mettrai à la poste à destination de mes collègues chercheurs.

*Vingt-cinq ans de syndicalisme universitaire. Éléments pour une histoire et enjeux actuels. Georges Leroux et al. Montréal, SPUQ, 1996.



EXCLUS DE LA FÊTE

Depuis six ans, les universités s'opposent à la syndicalisation des assistantes et assistants de recherche

E/ CEQ

**Du SPUQH AU SPUQ
Solidairement vôtre!**